

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29525]

**24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, les articles 23, § 5, 26, alinéa 2, 27, alinéa 3, 29, alinéa 2, 31, alinéa 2, 32, § 2, alinéas 1^{er} et 2, 33, § 2, alinéa 2, 41, alinéa 2, 43, 46, 48, 57, alinéa 2, 59, alinéa 2, 61, alinéa 2, 63, alinéa 2, 64, alinéa 2, 69, alinéa 1^{er}, 71, alinéa 1^{er}, 72, § 4, 79, § 1^{er}, alinéa 4, 91, alinéa 2, 92, § 2, alinéa 3, 98, alinéa 2, et 101, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 3 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 2014;

Vu l'avis 55.593/2 du Conseil d'État donné le 9 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission des centres culturels, donné le 17 décembre 2013;

Sur proposition de la Ministre de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° Administration : les services du Gouvernement en charge des centres culturels;

2° Inspection : les services du Gouvernement en charge de l'inspection de la culture;

3° loi du 16 mai 2003 : la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

4° représentation : l'exécution d'un spectacle intégré à la programmation mettant en œuvre l'action culturelle du centre culturel;

5° site internet : le site internet de l'Administration accessible à l'adresse URL www.culture.be

CHAPITRE 2. — Appel à manifestation d'intérêt

Art. 2. L'appel à manifestation d'intérêt visé à l'article 15 du décret fait l'objet d'une publicité adéquate, via les canaux de diffusion appropriés, eu égard, notamment, au nombre de communes limitrophes ou avoisinantes qui ne font pas partie du territoire d'implantation d'un centre culturel dont l'action culturelle est reconnue.

Dans tous les cas, les canaux de diffusion comprennent une notification par courrier recommandé au siège du collège communal des communes limitrophes ne faisant pas partie du territoire d'implantation d'un centre culturel dont l'action culturelle est reconnue.

Les mesures de publicité visées aux alinéas 1^{er} et 2 mentionnent au minimum :

1° le processus envisagé pour mener l'analyse partagée du territoire des communes concernées, visée à l'article 19, § 1^{er}, 1°, du décret;

2° la description de l'activité du centre culturel au moins au cours de l'année précédente, notamment la programmation du centre culturel, les collaborations et partenariats développés avec des tiers;

3° les objectifs poursuivis auprès des populations en termes de démocratisation de la culture, de démocratie culturelle et d'éducation permanente;

4° l'apport souhaité de la part de la ou des collectivités publiques associées qui rejoindraient le centre culturel.

CHAPITRE 3. — Analyse partagée du territoire

Art. 3. L'appel public de participation à l'analyse partagée du territoire visé à l'article 19, § 3, du décret s'adresse, au moins, aux opérateurs culturels actifs sur le territoire de référence reconnus ou agréés par la Communauté française.

Le centre culturel informe de l'appel public de participation visé à l'alinéa 1^{er} :

1° dans tous les cas :

a) par l'envoi d'un courrier par voie postale ou électronique au siège de chaque opérateur culturel visé à l'alinéa 1^{er};

b) par une publication adéquate sur son site internet;

c) par une information adéquate dans ses locaux;

2° par tout autre moyen éventuel complémentaire jugé utile par le centre culturel.

Les mesures de publicité visées aux alinéas 1^{er} et 2 mentionnent au minimum le processus envisagé pour mener l'analyse partagée du territoire et les objectifs que poursuit l'analyse partagée du territoire.

A la demande du centre culturel, l'Administration générale de la Culture lui communique la liste des opérateurs culturels visés à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 4. — Reconnaissance de l'action culturelle

Section 1^{re}. — Demande de principe

Art. 4. La demande de principe visée à l'article 23 du décret est introduite par le centre culturel auprès de l'Administration dans les formes et délais arrêtés par le Ministre et publiés sur le site internet de l'Administration.

Art. 5. § 1^{er}. Pour être recevable, la demande de principe doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être introduite dans les formes et délais prescrits;
- 2° comporter l'ensemble des éléments exigés à l'article 23, § 2, du décret.

Le cas échéant, l'Administration invite le centre culturel à compléter ou préciser son dossier de demande dans le délai qu'elle fixe.

En l'absence de réponse dans le délai visé à l'alinéa 2, ou si le dossier de demande demeure incomplet, la demande de principe est irrecevable de plein droit.

§ 2. L'Administration se prononce sur la recevabilité de la demande et notifie sa décision au centre culturel par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

§ 3. Si la demande est recevable, la notification visée au § 2 mentionne les coordonnées de l'inspecteur chargé d'établir un rapport sur la demande de principe.

Dès réception de la notification, le centre culturel informe l'inspecteur visé à l'alinéa 1^{er} des dates et lieux de ses activités publiques et lui fournit copie de tous les documents, convocations et procès-verbaux des séances de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du conseil d'orientation, ainsi que les publications adressées aux membres et à la population.

Art. 6. L'Administration transmet la demande recevable à la Commission des centres culturels, accompagnée du rapport de l'Inspection, dans le délai visé à l'article 23, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Après avis de la Commission des centres culturels, rendu dans le délai visé à l'article 23, § 3, alinéa 3, du décret, l'Administration transmet le dossier complet au Ministre, accompagné d'un projet de décision.

Le Ministre transmet sa décision à l'Administration qui la notifie au centre culturel dans le délai visé à l'article 23, § 4, alinéa 2, du décret, par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Section 2. — Octroi de la reconnaissance

Sous-section 1^{re}. — Reconnaissance de l'action culturelle générale

Art. 7. Le centre culturel introduit la demande de reconnaissance de l'action culturelle générale visée à l'article 24 du décret auprès de l'Administration dans les formes et délais arrêtés par le Ministre publiés sur le site internet de l'Administration.

Art. 8. Pour être recevable, la demande de reconnaissance doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être introduite dans les formes et délais prescrits;
- 2° comporter l'ensemble des éléments exigés à l'article 24, alinéa 2, du décret;
- 3° joindre la composition de l'équipe professionnelle du centre culturel au sens des articles 95 et 96 du décret;
- 4° joindre les engagements relatifs à la contribution globale de la ou des collectivités associées;
- 5° le cas échéant, avoir fait l'objet d'une décision de principe positive rendue conformément à l'article 23 du décret.

Sous-section 2. — Reconnaissance de l'action culturelle intensifiée

Art. 9. § 1^{er}. Le centre culturel qui sollicite la reconnaissance d'une action culturelle intensifiée visée à l'article 28 du décret est tenu de joindre à la demande de reconnaissance de son action culturelle générale, outre les éléments exigés à l'article 8 :

- 1° la description de l'action culturelle intensifiée qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, du décret, en y indiquant la manière dont l'intensification est réalisée;
- 2° un argumentaire sur l'opportunité de l'intensification du projet d'action culturelle, notamment en termes de développement culturel.

§ 2. Au cas où plusieurs centres culturels sollicitent conjointement la reconnaissance d'une action culturelle intensifiée, ils sont tenus désigner l'un d'entre eux, ci-après dénommé « le centre culturel référent du projet d'action culturelle intensifiée », pour représenter ceux-ci dans le cadre des relations avec l'Administration.

Seul le centre culturel référent du projet d'action culturelle intensifiée est tenu de joindre à la demande de reconnaissance de son action culturelle générale les éléments visés au paragraphe 1^{er}. Il joint en outre à sa demande la preuve de sa désignation par les autres centres culturels pour les représenter.

Art. 10. Pour être recevable, la demande de reconnaissance de l'action culturelle intensifiée doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être introduite simultanément à une demande de reconnaissance de l'action culturelle générale;
- 2° comporter l'ensemble des éléments visés à l'article 9, § 1^{er};
- 3° le cas échéant, être introduite par le centre culturel référent du projet d'action culturelle intensifiée et comprendre la preuve de la désignation de celui-ci par les autres centres culturels.

Art. 11. Sans préjudice des autres conditions de reconnaissance fixées par le décret, l'opportunité de l'intensification est évaluée sur base des éléments suivants :

1° la qualité et la pertinence de l'intensification du projet d'action culturelle sont établies, notamment en termes d'ampleur du projet, d'approfondissement de la participation des populations, d'ancrage, de partenariats avec des opérateurs culturels ou de rayonnement de l'action culturelle sur un territoire de projet;

2° le nombre maximal de reconnaissances pour la zone géographique considérée, calculé conformément à l'article 27 du décret, n'est pas atteint;

3° la cohérence entre les moyens, notamment humains, et les fins poursuivies.

Sous-section 3. — Reconnaissance de l'action culturelle spécialisée

Art. 12. Le centre culturel qui sollicite la reconnaissance d'une ou plusieurs actions culturelles spécialisées visées à l'article 30 du décret est tenu de joindre à la demande de reconnaissance de son action culturelle générale, outre les éléments exigés à l'article 8 :

1° la description de la ou des actions culturelles spécialisées qu'il entend mener dans le projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, du décret, en y indiquant au minimum :

a) la manière dont la spécialisation est réalisée;

b) les objectifs généraux et opérationnels relatifs à ces actions culturelles spécialisées;

c) la plus-value apportée au projet d'action culturelle;

d) l'articulation entre les actions culturelles spécialisées et l'action culturelle générale;

e) les relations et collaborations envisagées ou développées avec les opérateurs sectoriels.

2° l'argumentaire sur l'opportunité de la spécialisation du projet d'action culturelle, visé à l'article 30, 7°, du décret.

Art. 13. La reconnaissance de la ou des actions culturelles spécialisées ne peut être accordée indépendamment de la reconnaissance de l'action culturelle générale du centre culturel.

Art. 14. Pour être recevable, la demande de reconnaissance de la ou des actions culturelles spécialisées doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° être introduite simultanément à une demande de reconnaissance de l'action culturelle générale;

2° comporter l'ensemble des éléments visés à l'article 12.

Art. 15. Sans préjudice des autres conditions de reconnaissance fixées par le décret, l'opportunité de la spécialisation est évaluée :

1° quant à sa cohérence avec l'action culturelle générale, sur avis de la Commission des centres culturels;

2° quant à son adéquation aux principes généraux de la politique sectorielle concernée, sur avis de l'instance consultative sectorielle compétente.

Sous-section 4. — Reconnaissance de l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène

Art. 16. Le centre culturel qui sollicite la reconnaissance d'une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène visée à l'article 32 du décret est tenu de joindre à la demande de reconnaissance de son action culturelle générale, outre les éléments exigés à l'article 8 :

1° la description de l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène qu'il entend mener dans le cadre du projet d'action culturelle visé à l'article 9, alinéa 3, du décret, en y indiquant la manière dont la spécialisation sera réalisée;

2° un argumentaire sur l'opportunité de la spécialisation en diffusion des arts de la scène, notamment en termes de développement culturel.

Art. 17. La reconnaissance de l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène ne peut être accordée indépendamment de la reconnaissance de l'action culturelle générale du centre culturel.

Art. 18. Pour être recevable, la demande de reconnaissance de l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° être introduite simultanément à une demande de reconnaissance de l'action culturelle générale;

2° comporter l'ensemble des éléments visés à l'article 16.

Art. 19. § 1^{er}. Sans préjudice des autres conditions de reconnaissance fixées par le décret, l'opportunité de la spécialisation de diffusion des arts de la scène est évaluée sur base des éléments suivants :

1° la qualité et la pertinence de la spécialisation en diffusion des arts de la scène du projet d'action culturelle sont établies, notamment en termes de répartition territoriale et de mise en réseau;

2° le programme de diffusion visé à l'article 32, § 1^{er}, 5°, du décret intègre au minimum 40 représentations par saison;

3° le centre culturel dispose au minimum d'une salle de spectacle principale en gestion propre répondant aux caractéristiques suivantes :

a) les dimensions du plateau atteignent au minimum 8 mètres d'ouverture, 5 mètres de profondeur et 4 mètres de hauteur;

b) la capacité de la salle atteint au minimum 150 places assises;

4° le personnel affecté aux disciplines des arts de la scène est composé au minimum d'un équivalent temps plein chargé de la programmation et d'un équivalent temps plein chargé de l'encadrement technique professionnel.

§ 2. Par dérogation, l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène du centre culturel qui ne répond pas à l'une des prescriptions fixées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, peut tout de même être reconnue aux conditions cumulatives suivantes :

1° la différence avec la capacité, les dimensions ou le volume de représentations prescrits n'est pas significative;

2° il ressort du dossier de demande du centre culturel que cette différence n'est pas susceptible d'affecter la qualité de l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène dont la reconnaissance est sollicitée.

Sous-section 5. — Traitement des demandes

Art. 20. § 1^{er}. L'Administration examine la recevabilité des demandes de reconnaissance et, le cas échéant, invite le centre culturel à compléter ou préciser son dossier dans le délai visé à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 3, du décret.

§ 2. L'Administration se prononce sur la recevabilité de la demande et notifie sa décision au centre culturel dans le délai visé à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 2, du décret par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

§ 3. Si la demande est recevable, la notification visée au § 2 mentionne les coordonnées de l'inspecteur chargé d'établir un rapport sur l'octroi de la reconnaissance.

Dès réception de la notification, le centre culturel informe l'inspecteur visé à l'alinéa 1^{er} des dates et lieux de ses activités publiques et lui fournit copie de tous les documents, convocations et procès-verbaux des séances de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du conseil d'orientation, ainsi que les publications adressées aux membres et à la population.

Art. 21. L'Administration transmet pour avis les demandes recevables aux instances visées à l'article 33, § 2, du décret.

Après avis des instances visées à l'alinéa 1^{er}, rendus conformément aux articles 34 à 37 du décret, l'Administration transmet le dossier complet au Ministre, accompagné d'un projet de décision.

Le Ministre transmet sa décision à l'Administration qui la notifie au centre culturel dans le délai visé à l'article 38, alinéa 2, du décret, par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Section 3. — Période probatoire

Art. 22. La décision imposant une période probatoire mentionne au minimum :

- 1° la durée de la période probatoire d'un an et la possibilité de la renouveler une seule fois;
- 2° les obligations à remplir par le centre culturel au cours de la période probatoire;
- 3° le relevé des conditions non remplies pour obtenir une reconnaissance pure et simple;
- 4° le montant de l'aide spécifique octroyée.

Art. 23. A l'issue de la période probatoire, l'Administration examine le respect des conditions de reconnaissance et sollicite l'avis de la Commission des centres culturels.

Après avis de la Commission des centres culturels, rendu dans un délai de soixante jours à compter de la réception de la demande d'avis, l'Administration transmet le dossier complet au Ministre, accompagné d'un projet de décision.

Si, à l'issue de la période probatoire, le centre culturel respecte l'ensemble des conditions de reconnaissance, les parties concernées concluent un contrat-programme pour la durée restante de la période de cinq ans visée à l'article 39 du décret, déduction faite de la période probatoire écoulée.

Section 4. — Reconstitution de la reconnaissance

Art. 24. Le centre culturel qui sollicite la reconstitution de sa reconnaissance est tenu d'introduire, dans le délai visé à l'article 44 du décret et selon les formes prescrites par le Ministre publiées sur le site internet de l'Administration, un dossier de demande conforme aux articles 7 à 19 du présent arrêté.

Pour être recevable, la demande de reconstitution doit en outre contenir le rapport général d'autoévaluation visé à l'article 81 du décret.

Art. 25. La demande de renouvellement est traitée conformément aux articles 20 à 23, en ce compris la possibilité d'imposer une période probatoire.

Section 5. — Retrait de la reconnaissance

Art. 26. § 1^{er}. Si le centre culturel ne respecte pas les dispositions du décret ou du présent arrêté, l'Administration met en demeure le centre culturel d'adopter les mesures nécessaires afin d'y remédier.

La mise en demeure mentionne au minimum :

- 1° le relevé des lacunes constatées;
- 2° le délai, visé à l'article 47, alinéa 2, du décret, dans lequel le centre culturel doit remédier aux lacunes constatées;
- 3° la sanction prévue à l'article 47, alinéas 5 et 6, du décret au cas où il n'est pas remédié aux lacunes constatées dans le délai.

§ 2. Si le Ministre décide de suspendre totalement ou partiellement l'octroi d'une ou plusieurs subventions, la mise en demeure visée au § 1^{er}, alinéa 2, mentionne cette suspension.

Art. 27. § 1^{er}. Si, au terme du délai visé à l'article 47, alinéa 2, du décret, les lacunes persistent, l'Administration sollicite l'avis de la Commission des centres culturels en application de l'article 47, alinéas 3, du décret et en informe sans délais le centre culturel concerné qui peut demander à être entendu par la commission.

§ 2. Après avis de la Commission des centres culturels, rendu dans le délai visé à l'article 47, alinéa 4, du décret, l'Administration transmet le dossier complet au Ministre, accompagné de son avis, du rapport de l'Inspection et d'un projet de décision.

Le Ministre transmet sa décision à l'Administration qui la notifie au centre culturel dans les trente jours à compter de la réception de la décision par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. 28. Sans préjudice de l'application des articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003, le retrait de la reconnaissance prend effet au premier jour du septième mois qui suit la notification de la décision du Ministre par l'Administration.

Section 6. — Recours administratifs internes

Art. 29. Les dispositions de la présente section sont d'application aux recours visés aux articles 23, § 5, 43 et 48 du décret.

Art. 30. § 1^{er}. En cas de décision négative, le centre culturel dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur pour introduire un recours auprès de l'Administration.

Pour être recevable, le recours doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être introduit dans le délai visé à l'alinéa 1^{er};
- 2° être introduit selon les formes prescrites par le Ministre et précisées lors de la notification de la décision;
- 3° contenir les arguments invoqués par le centre culturel à l'encontre de la décision.

§ 2. L'Administration se prononce sur la recevabilité du recours et notifie sa décision au centre culturel.

Dans un délai de trente jours à compter de l'introduction du recours, l'Administration transmet les recours recevables à la Commission des centres culturels, accompagnés de son avis et du rapport de l'Inspection.

§ 3. La Commission des centres culturels formule son avis, dans un délai de soixante jours à compter de la réception de l'avis de l'Administration.

S'il en fait la demande expresse dans son recours, le centre culturel est entendu par la Commission des centres culturels afin d'exposer ses arguments.

§ 4. Après avis de la Commission des centres culturels, l'Administration transmet le dossier complet au Ministre accompagné d'un projet de décision.

Le Ministre transmet sa décision à l'Administration qui la notifie au centre culturel dans les trente jours à compter de la réception de la décision, par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

CHAPITRE 5. — *Avis préalable facultatif*

Art. 31. A titre informatif, tout centre culturel dont l'action culturelle générale est reconnue peut solliciter un avis préalable de la Commission des centres culturels sur l'opportunité d'élaborer un projet de coopération ou de développer une action culturelle intensifiée, une action culturelle spécialisée ou une action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène en vue de l'introduction ultérieure éventuelle, à l'occasion du renouvellement, d'une demande de reconnaissance complémentaire à l'action culturelle générale.

A cet effet, le centre culturel introduit une demande d'avis dans les formes et délais prescrits par l'Administration et publiés sur son site internet.

La Commission des centres culturels rend son avis dans un délai de soixante jours à compter de la transmission de la demande par l'Administration.

L'avis rendu en vertu du présent article est indicatif et ne préjuge pas de l'issue de la procédure de reconnaissance qui serait éventuellement introduite par la suite.

CHAPITRE 6. — *Subventionnement*Section 1^{re}. — *Action culturelle intensifiée*

Art. 32. Le montant de la subvention complémentaire visée à l'article 68 du décret est déterminé en fonction de la population située sur le territoire de projet sur lequel se déploie l'action culturelle intensifiée.

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, ce montant est calculé de la manière suivante :

- 1° en deçà de 50 000 habitants, la subvention complémentaire est limitée à 150.000 euros maximum;
- 2° entre 50 000 et 100 000 habitants, la subvention complémentaire est limitée à 300.000 euros maximum;
- 3° au-delà de 100 000 habitants, la subvention complémentaire est limitée à 400.000 euros maximum.

Section 2. — *Action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène*

Art. 33. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le montant de la subvention complémentaire visée à l'article 70 du décret est déterminé de la manière suivante :

1° si le centre culturel respecte les prescriptions minimales fixées à l'article 19, § 1^{er}, sans toutefois atteindre les prescriptions visées au présent paragraphe sous 2°, la subvention complémentaire est limitée à 150.000 euros maximum;

2° la subvention complémentaire est limitée à 275.000 euros maximum si le centre culturel respecte, sans toutefois atteindre les prescriptions visées sous 3°, les prescriptions minimales ci-après :

- a) le programme de diffusion intègre au minimum 70 représentations par saison;
- b) les dimensions du plateau de la salle principale atteignent au minimum 10 mètres d'ouverture, 6 mètres de profondeur et 4 mètres de hauteur;
- c) la capacité de la salle principale atteint au minimum 250 places assises;
- d) le personnel affecté aux disciplines des arts de la scène est composé au minimum de 1,5 équivalent temps plein chargé de la programmation et de 1,5 équivalent temps plein chargé de l'encadrement technique professionnel;

3° la subvention complémentaire est limitée à 400.000 euros maximum si le centre culturel respecte les prescriptions minimales ci-après :

- a) le programme de diffusion intègre au minimum 100 représentations par saison;
- b) les dimensions du plateau de la salle principale atteignent au minimum 12 mètres d'ouverture, 8 mètres de profondeur et 6 mètres de hauteur;
- c) la capacité de la salle principale atteint au minimum 350 places assises;
- d) le centre culturel dispose d'une salle de spectacle secondaire en gestion propre;

e) le personnel affecté aux disciplines des arts de la scène est composé au minimum de deux équivalents temps plein chargés de la programmation et de deux équivalents temps plein chargés de l'encadrement technique professionnel.

§ 2. Par dérogation, le centre culturel qui ne respecte pas l'une des prescriptions visées au § 1^{er}, 2^o, a) à c), ou 3^o, a) à c), peut tout de même bénéficier du montant maximum de subvention complémentaire correspondant, moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes :

- 1° la différence avec la capacité, les dimensions ou le volume de représentation prescrits n'est pas significative;
- 2° il ressort du dossier de demande du centre culturel que cette différence n'est pas susceptible d'affecter la qualité de l'action culturelle spécialisée de diffusion des arts de la scène.

Section 3. — Subventions pour opérations culturelles exceptionnelles

Art. 34. Le centre culturel qui sollicite une intervention dans les dépenses occasionnées par les opérations culturelles exceptionnelles visées à l'article 59, alinéa 2, du décret introduit sa demande auprès de l'Administration dans les formes et délais qu'elle prescrit et publie sur son site internet.

La demande comporte les éléments suivants :

- 1° une description du projet précisant :
 - a) le contexte dans lequel s'inscrit le projet;
 - b) les objectifs poursuivis par le projet, ainsi que les stratégies et méthodologies mises en œuvre pour les réaliser;
 - c) les actions concrètes qui seront développées dans le cadre du projet;
 - d) l'identification des publics cibles;
 - e) la place du projet dans le projet d'action culturelle et la plus-value apportée par rapport à celui-ci;
 - f) en cas de partenariat, la description des rôles et apports respectifs des différents partenaires;
- 2° le calendrier général du projet;
- 3° un budget détaillé, comprenant les prévisions de dépenses et de recettes, en ce compris les éventuels financements publics complémentaires et les apports en coproduction.

Art. 35. L'opportunité de l'intervention est évaluée sur base des éléments cumulatifs suivants :

- 1° la qualité et la pertinence du projet par rapport au projet d'action culturelle du centre culturel sont établies;
- 2° la priorité est donnée aux projets :
 - a) qui visent particulièrement à diminuer les inégalités dans l'exercice du droit à la culture;
 - b) développés en partenariat avec des associations culturelles, socioculturelles ou sociales des territoires concernés ou avec d'autres centres culturels;
- 3° l'équilibre budgétaire global du projet est assuré, notamment par la présence d'autres sources de financement que l'intervention visée à l'article 59, alinéa 2, du décret.

Section 4. — Subventions extraordinaires d'équipement ou d'aménagement

Art. 36. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, les subventions extraordinaires d'équipement ou d'aménagement prévues à l'article 61, alinéa 1^{er}, du décret sont accordées aux conditions suivantes :

- 1° l'intervention de la Communauté française est plafonnée à 60 % du montant cumulé des dépenses couvertes par la subvention;
- 2° un même centre culturel ne peut solliciter qu'une seule intervention par année civile.

Pour l'application la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, il n'est pas tenu compte de la subvention de premier établissement éventuellement octroyée en vertu de l'article 61, alinéa 3, du décret.

Art. 37. Le centre culturel introduit la demande de subvention auprès de l'Administration dans les formes et délais qu'elle prescrit et publie sur son site internet.

La demande comporte les éléments suivants :

- 1° une description du matériel sollicité;
- 2° un argumentaire détaillant l'intérêt, pour le centre culturel, de disposer du matériel sollicité;
- 3° un budget prévisionnel du matériel sollicité, basé sur trois devis fermes au moins.

Art. 38. Le montant de la subvention de premier établissement visée à l'article 61, alinéa 3, du décret est fixé à 10.000 euros par centre culturel.

Cette subvention est destinée à participer aux frais d'établissement, d'installation et de premier aménagement du centre culturel.

La subvention ne peut être accordée à un centre culturel qui a été reconnu en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels.

Section 5. — Liquidation des subventions

Art. 39. La subvention annuelle visée à l'article 57 du décret est liquidée comme suit :

- 1° une première tranche, représentant 85 % du montant de la subvention, est liquidée dans le courant du premier trimestre de l'année civile;
- 2° le solde est liquidé après réception, analyse et approbation des pièces justificatives précisées à l'article 62 du décret.

Art. 40. Les autres subventions prévues au présent chapitre sont liquidées comme suit :

1° une première tranche, représentant 85 % maximum du montant de la subvention, est liquidée dans les 30 jours de la notification de l'arrêté de subvention au bénéficiaire;

2° le solde est liquidé après réception, analyse et approbation des pièces justificatives précisées dans la décision d'octroi.

Section 6. — Contribution des collectivités publiques associées

Art. 41. La contribution globale des collectivités publiques associées pouvant être prise en compte est déterminée conformément aux dispositions de la présente section, déduction faite des charges facturées par ces collectivités au centre culturel.

Art. 42. § 1^{er}. La contribution financière visée à l'article 72, § 2, du décret comprend :

1° les subventions octroyées directement par la ou les collectivités publiques associées au centre culturel et inscrites dans le contrat-programme;

2° la prise en charge par la ou les collectivités publiques associées de dépenses structurelles et récurrentes au bénéfice du centre culturel.

§ 2. Peuvent être comptabilisés au titre des dépenses visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, à condition qu'elles soient inscrites dans le contrat-programme et soient vérifiables :

1° les charges d'emprunts, loyers versés à un tiers propriétaire, les amortissements d'équipements, les charges d'entretien légalement à charge du locataire et coûts de fourniture d'énergie du bâtiment mis à disposition du centre culturel, à concurrence de l'espace et de la durée d'utilisation de ce dernier;

2° le coût salarial du personnel mis à disposition du centre culturel, à concurrence du temps de travail effectivement mis à disposition et sur production d'une convention prévoyant une délégation de l'autorité vers la direction du centre culturel;

3° le coût des fournitures courantes utiles ou nécessaires aux activités du centre culturel, en ce compris les frais de papeterie, d'imprimerie et de reprographie, les frais postaux et de messagerie, ainsi que les frais réels de carburant;

4° les contrats de prestations de services relatifs à des dépenses courantes utiles ou nécessaires aux activités du centre culturel, en ce compris les prestations du conseiller en prévention, d'organismes agréés de contrôle de conformité, de la médecine du travail et de secrétariat social, les contrats de leasing de véhicule ou de matériel, ainsi que les contrats d'assurances légalement à charge du locataire ou liés à l'activité du centre culturel.

Les dépenses visées à l'alinéa 1^{er} qui font partie de contrats globaux conclus par la collectivité publique associée sont comptabilisées à concurrence de la part affectée réellement et exclusivement au centre culturel.

Art. 43. La contribution sous forme de services visée à l'article 72, § 1^{er}, du décret comprend les aides et services directement fournis par la ou les collectivités publiques associées au bénéfice du centre culturel.

Peuvent être valorisés au titre des aides et services visés à l'alinéa 1^{er}, à condition qu'ils soient inscrits dans le contrat-programme :

1° les services prestés par le personnel ouvrier ou administratif de la collectivité publique associée, sur base du salaire horaire des différentes fonctions et pour autant que soit stipulé un droit de tirage d'un minimum d'heures par an ainsi qu'un inventaire annuel quantifié des services accordés;

2° la mise à disposition de matériel roulant appartenant à la collectivité publique associée, avec ou sans chauffeur;

3° les prestations de vacataires, à condition qu'un capital garanti d'heures soit inscrit au contrat-programme.

CHAPITRE 7. — Conventionnement

Art. 44. Le Ministre arrête le modèle-type du contrat-programme visé à l'article 79 du décret.

CHAPITRE 8. — Observateur du Gouvernement

Art. 45. § 1^{er}. La décision du Ministre désignant l'observateur visé à l'article 91 du décret contient les éléments suivants :

1° la description de la mission confiée à l'observation;

2° la durée de la mission;

3° la fréquence suivant laquelle l'observateur rend compte au Ministre de l'exercice de son mandat.

La décision visée à l'alinéa 1^{er} est notifiée au centre culturel.

§ 2. La personne physique nommée par le Ministre en qualité d'observateur signe une charte dénommée « Charte de l'observateur » dont le modèle est fixé par le Ministre. Cette charte définit les engagements que l'observateur respecte dans le cadre de l'exercice de son mandat au sein du centre culturel dont l'action culturelle est reconnue, notamment :

1° agir en toute circonstance de manière cohérente par rapport aux objectifs publics;

2° veiller activement aux intérêts du centre culturel et de la Communauté française;

3° informer le Ministre et l'Administration de toute information pertinente, liée à la mission confiée, et de tout acte posé en exécution de la mission.

La nomination de l'observateur ne sort ses effets qu'à la date de la signature de la charte par celui-ci.

§ 3. Conformément à l'article 91 du décret, le centre culturel auprès duquel l'observateur exerce sa mission lui adresse les convocations à toute réunion du conseil d'administration et de l'assemblée générale durant toute la période couverte par la mission.

L'observateur désigné par le Ministre n'a pas voix délibérative lorsqu'il assiste aux réunions des organes de gestion de l'association sans but lucratif.

Le centre culturel auprès duquel l'observateur exerce sa mission lui donne accès aux pièces et documents utiles à l'exercice de sa mission.

§ 4. Lorsque l'observateur n'est ni membre d'un cabinet ministériel d'un ministre du Gouvernement de la Communauté française, ni agent statutaire ou contractuel du Ministère de la Communauté française, il lui est alloué une rémunération prenant la forme de jeton de présence ainsi que des indemnités de frais de parcours.

Le montant du jeton visé à l'alinéa 1^{er} est de 50 euros pour une demi-journée de travail.

L'indemnité de frais de parcours visée à l'alinéa 1^{er} vise les déplacements effectués entre le domicile de l'observateur et le lieu de réunion ou le lieu de la réalisation de toute autre tâche utile pour mener à bien la mission décrite de la décision visée au § 1^{er}. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française.

Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

CHAPITRE 9. — *Direction du centre culturel*

Art. 46. § 1^{er}. Le profil de fonction de directeur visé à l'article 92, § 2, du décret comprend au minimum les informations relatives :

1° aux critères de recevabilité des candidatures, dont notamment :

- a) les diplômes requis;
- b) l'expérience professionnelle requise;

2° au contenu de la fonction, dont, notamment :

- a) les missions du centre culturel et ses actions culturelles reconnues en vertu du décret;
- b) les objectifs, tâches et responsabilités liés à la fonction;
- c) les compétences techniques requises;
- d) les compétences comportementales requises;

3° à la procédure de sélection;

4° aux conditions de travail, dont, notamment :

- a) le lieu et l'horaire de travail;
- b) les conditions de traitement et avantages liés à la fonction.

§ 2. Le profil de fonction de directeur fait l'objet d'une publicité adéquate, via les canaux de diffusion appropriés en égard notamment au territoire couvert par le centre culturel et son volume d'activités.

Dans tous les cas, les canaux de diffusion comprennent au minimum une publication sur le site internet de l'Administration.

CHAPITRE 10. — *Coopération entre centres culturels et organisations représentatives*

Section 1^{re}. — Coopération entre centres culturels

Art. 47. Le centre culturel porteur de la coopération au sens de l'article 54 du décret introduit la demande de reconnaissance du projet de coopération auprès de l'Administration dans les formes et délais arrêtés par le Ministre et publiés sur le site internet de l'Administration.

Art. 48. Pour être recevable, la demande de reconnaissance doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être introduite dans les formes et délais prescrits;
- 2° comporter l'ensemble des éléments exigés à l'article 56 du décret;
- 3° être introduite par le centre culturel porteur de la coopération au sens de l'article 54 du décret et comprendre la preuve de la désignation de celui-ci par les autres centres culturels.

Art. 49. La subvention visée à l'article 71 du décret est accordée dans la limite des crédits budgétaires disponibles et comprend :

- 1° un montant annuel forfaitaire ne pouvant pas dépasser 15.000 euros;
- 2° un montant annuel complémentaire variable ne pouvant pas dépasser 15.000 euros par centre culturel partenaire.

Elle est liquidée au centre culturel porteur de la coopération conformément à l'article 40.

Art. 50. La procédure de traitement des demandes de reconnaissance d'un projet de coopération est déterminée de la manière suivante :

1° si la demande est introduite simultanément à la demande de reconnaissance de l'action culturelle générale, elle est traitée conformément aux articles 20 et 21;

2° si la demande est introduite en cours de reconnaissance, elle est traitée conformément aux articles 51 et 52.

Art. 51. § 1^{er}. L'Administration examine la recevabilité des demandes et, le cas échéant, invite le centre culturel porteur de la coopération à compléter ou préciser son dossier de demande dans le délai qu'elle fixe.

En l'absence de réponse dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, ou si le dossier de demande demeure incomplet, la demande de reconnaissance est irrecevable de plein droit.

§ 2. L'Administration se prononce sur la recevabilité de la demande et notifie sa décision au centre culturel par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. 52. Si la demande est recevable, l'Administration transmet celle-ci, accompagnée de l'avis de l'Inspection, à la Commission des centres culturels, et le cas échéant, à l'instance sectorielle compétente.

Après avis des instances visées à l'alinéa 1^{er}, rendus dans un délai de 60 jours à compter de la réception de l'avis de l'Administration, le dossier complet est transmis par l'Administration au Ministre, accompagné d'un projet de décision.

Le Ministre transmet sa décision à l'Administration qui la notifie au demandeur dans les trente jours à compter de la réception de la décision par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. 53. Les conditions de reconnaissance du projet de coopération sont intégrées au contrat-programme du centre culturel porteur de la coopération, soit au moment de sa conclusion, soit par avenant.

La durée reconnaissance du projet de coopération ne peut en aucun cas être plus longue que la durée de reconnaissance de l'action culturelle générale du centre culturel porteur de la coopération.

Section 2. — Organisations représentatives

Art. 54. La demande de reconnaissance de l'action fédérative visée à l'article 100 du décret est introduite par l'organisation représentative auprès de l'Administration dans les formes et délais arrêtés par le Ministre et publiée sur le site internet de l'Administration.

Art. 55. Pour être recevable, la demande de reconnaissance doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° être introduite dans les formes et délais prescrits;

2° comporter l'ensemble des éléments exigés à l'article 100, § 1^{er}, alinéa 2, du décret.

Art. 56. § 1^{er}. L'Administration examine la recevabilité des demandes et, le cas échéant, invite l'organisation représentative à compléter ou préciser son dossier de demande dans le délai qu'elle fixe.

En l'absence de réponse dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, ou si le dossier de demande demeure incomplet, la demande de reconnaissance est irrecevable de plein droit.

§ 2. L'Administration se prononce sur la recevabilité de la demande et notifie sa décision au centre culturel par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. 57. Si la demande est recevable, l'Administration transmet celle-ci, accompagnée de l'avis de l'Inspection, à la Commission des centres culturels.

Après avis de la Commission des centres culturels, rendus dans un délai de 60 jours à compter de la réception de l'avis de l'Administration, le dossier complet est transmis par l'Administration au Ministre, accompagné d'un projet de décision.

Le Ministre transmet sa décision à l'Administration qui la notifie au demandeur dans les trente jours à compter de la réception de la décision par lettre recommandée ou par recours à des procédés électroniques permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur.

Art. 58. § 1^{er}. La subvention annuelle visée à l'article 98 du décret est liquidée comme suit :

1° une première tranche, représentant 85 % du montant de la subvention, est liquidée dans le courant du premier trimestre de l'année civile;

2° le solde est liquidé après réception, analyse et approbation des pièces justificatives précisées au paragraphe 2.

§ 2. Au plus tard le 31 juillet qui suit la clôture de l'exercice écoulé, l'organisation représentative dont l'action fédérative est reconnue transmet à l'Administration :

1° un rapport annuel justifiant de l'usage des fonds versés et constitué des pièces suivantes :

a) le rapport d'activités de l'exercice écoulé;

b) les comptes annuels de l'exercice écoulé, arrêtés conformément au plan comptable normalisé disponible sur le site internet de l'Administration, ainsi que le tableau d'amortissement actualisé;

c) le rapport de gestion qui commente les comptes annuels ou, le cas échéant, le rapport du réviseur d'entreprise, de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes;

2° un programme annuel qui comporte :

a) le programme d'activités de l'exercice en cours;

b) le budget actualisé de l'exercice en cours.

Art. 59. § 1^{er}. L'organisation représentative qui sollicite la reconduction de sa reconnaissance est tenue d'introduire, dans les formes et délais prescrits par le Ministre et publiés sur le site internet de l'Administration, un dossier de demande conforme à l'article 55.

Pour être recevable, la demande de reconduction doit en outre contenir un rapport général d'autoévaluation analysant les résultats et impacts de l'action fédérative pour la période de reconnaissance écoulée.

§ 2. La demande de renouvellement est traitée conformément aux articles 56 et 57.

Section 3. — Retrait de la reconnaissance

Art. 60. Si le centre culturel porteur de la coopération ou l'organisation représentative ne respectent pas les dispositions du décret ou du présent arrêté, ou si leur gestion financière fait état de graves lacunes vérifiées, le Ministre peut ordonner le retrait de la reconnaissance.

Les modalités fixées aux articles 26 à 28 sont applicables à la présente section, en ce compris la possibilité de suspendre l'octroi des subventions.

Section 4. — Recours administratifs internes

Art. 61. En cas de refus ou de retrait de la reconnaissance, le centre culturel porteur de la coopération ou l'organisation représentative disposent d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision pour introduire un recours auprès de l'Administration.

Les modalités fixées à l'article 30 sont applicables à la présente section.

CHAPITRE 11. — *Dispositions finales*

Art. 62. Le Ministre ayant la matière des centres culturels dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 63. L'article 3, alinéa 4, entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29525]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra, inzonderheid op de artikelen 23, § 5, 26, tweede lid, 27, derde lid, 29, tweede lid, 31, tweede lid, 32, § 2, eerste en tweede lid, 33, § 2, tweede lid, 41, tweede lid, 43, 46, 48, 57, tweede lid, 59, tweede lid, 61, tweede lid, 63, tweede lid, 64, tweede lid, 69, eerste lid, 71, eerste lid, 72, § 4, 79, § 1, vierde lid, 91, tweede lid, 92, § 2, derde lid, 98, tweede lid, en 101, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 februari 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 februari 2014;

Gelet op het advies 55.593/2 van de Raad van State, gegeven op 9 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Commissie voor de culturele centra, gegeven op 17 december 2013;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Administratie : de diensten van de Regering belast de culturele centra;

2° Inspectie : de diensten van de Regering belast met de inspectie van cultuur;

3° wet van 16 mei 2003 : de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

4° voorstelling : de uitvoering van een spektakel geïntegreerd in de programmering waarbij de culturele actie van het cultureel centrum uitgevoerd wordt;

5° website : de website van de Administratie die toegankelijk is op het URL-adres www.culture.be.

HOOFDSTUK 2. — *Oproep tot belangverklaring*

Art. 2. De oproep tot belangverklaring bedoeld in artikel 15 van het decreet wordt bekendgemaakt op een geschikte manier langs aangepaste verspreidingskanalen, gezien, inzonderheid, het aantal aangrenzende of omliggende gemeentes die geen deel uitmaken van het vestigingsgebied van een cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend is.

In alle gevallen omvatten de verspreidingskanalen een mededeling bij aangetekende brief ten zetel van het gemeentecollege van de aangrenzende gemeentes die geen deel uitmaken van het vestigingsgebied van een cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend is.

De maatregelen betreffende de bekendmaking bedoeld in het eerste en tweede lid vermelden ten minste :

1° het overwogen proces om een gedeelde analyse van het vestigingsgebied van de betrokken gemeentes uit te voeren, zoals bedoeld in artikel 19, § 1, 1°, van het decreet;

2° de beschrijving van de activiteit van het cultureel centrum ten minste tijdens het vorige jaar, inzonderheid de programmering van het cultureel centrum, de samenwerking en de partnerschappen ontwikkeld met derden;

3° de doelstellingen die nagestreefd worden bij de bevolkingen inzake culturele democratisering, culturele democratie en permanente opvoeding;

4° de gewenste bijdrage van het (de) geassocieerde overheidsbestuur(en) die bij het cultureel centrum zouden aansluiten.

HOOFDSTUK 3. — *Gedeelde analyse van het vestigingsgebied*

Art. 3. De openbare oproep tot deelneming aan de gedeelde analyse van het vestigingsgebied bedoeld in artikel 19, § 3, van het decreet, richt zich ten minste tot de culturele operatoren die actief zijn op het refertegebied en die erkend zijn door de Franse Gemeenschap.

Het cultureel centrum informeert over de openbare oproep tot deelneming bedoeld in het eerste lid :

1° in alle gevallen :

a) dankzij de verzending van een brief langs de post of elektronische weg ten zetel van elke culturele operator bedoeld in het eerste lid;

b) dankzij een aangepaste bekendmaking op zijn website;

c) dankzij een aangepaste informatie in zijn lokalen;

2° via elk ander mogelijk bijkomend middel dat nuttig wordt geacht door het cultureel centrum.

De maatregelen voor de bekendmaking bedoeld in het eerste en tweede lid vermelden ten minste het proces dat overwogen wordt om een gedeelde analyse van het vestigingsgebied uit te voeren en de doelstellingen die de gedeelde analyse van het vestigingsgebied nastreeft.

Op aanvraag van het cultureel centrum deelt de Algemene Administratie Cultuur hem de lijst van de culturele operatoren bedoeld in het eerste lid mee.

HOOFDSTUK 4. — *Erkenning van de culturele actie**Afdeling 1. — Beginselaanvraag*

Art. 4. De beginselaanvraag bedoeld in artikel 23 van het decreet wordt ingediend door het cultureel centrum bij de Administratie in de vormen en termijnen vastgesteld door de Minister en bekendgemaakt op de website van de Administratie.

Art. 5. § 1. Om ontvankelijk te zijn moet de beginselaanvraag aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

1° in de voorgeschreven vormen en termijnen ingediend worden;

2° het geheel van de elementen vereist in artikel 23, § 2, van het decreet bevatten.

De Administratie verzoekt, in voorkomend geval, het cultureel centrum zijn aanvraagdossier in te vullen of nader te bepalen binnen de termijn die ze vaststelt.

Bij gebrek aan een antwoord binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, of indien het aanvraagdossier onvolledig blijkt, is de beginselaanvraag van rechtswege onontvankelijk.

§ 2. De Administratie beslist over de ontvankelijkheid van de aanvraag en deelt haar beslissing mee aan het cultureel centrum per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

§ 3. Indien de aanvraag ontvankelijk is, vermeldt de mededeling bedoeld in § 2 de persoonlijke gegevens van de inspecteur die belast is met het opmaken van een verslag over de beginselaanvraag.

Bij ontvangst van de mededeling informeert het cultureel centrum de inspecteur bedoeld in het eerste lid over de data en plaatsen van zijn openbare activiteiten en geeft hem een afschrift van alle documenten, oproepingsbrieven en notulen van de zittingen van de algemene vergadering, de raad van bestuur en de oriëntatieraad, alsook de publicaties die aan de leden en de bevolking gericht zijn.

Art. 6. De Administratie bezorgt de ontvankelijke aanvraag aan de Commissie voor de culturele centra, samen met het verslag van de Inspectie, binnen de termijn bedoeld in artikel 23, § 3, eerste lid, van het decreet.

Na advies van de Commissie voor de culturele centra, uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 23, § 3, derde lid, van het decreet, bezorgt de Administratie het volledige dossier aan de Minister, samen met een ontwerp van beslissing.

De Minister geeft zijn beslissing aan de Administratie die ze aan het cultureel centrum meedeelt binnen de termijn bedoeld in artikel 23, § 4, tweede lid 2, van het decreet, per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

*Afdeling 2. — Toekenning van de erkenning**Onderafdeling 1. — Erkenning van de algemene culturele actie*

Art. 7. Het cultureel centrum dient de aanvraag om erkenning van de algemene culturele actie bedoeld in artikel 24 van het decreet in bij de Administratie in de vormen en termijnen vastgesteld door de Minister en bekendgemaakt op de website van de Administratie.

Art. 8. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om erkenning aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

1° in de voorgeschreven vormen en termijnen ingediend worden;

2° het geheel van de elementen vereist in artikel 24, tweede lid, van het decreet bevatten;

3° de samenstelling van het professioneel team van het cultureel centrum in de zin van de artikelen 95 en 96 van het decreet bijvoegen;

4° de verbintenissen inzake de globale bijdrage van het geassocieerde bestuur(en) bijvoegen;

5° in voorkomend geval een positieve beginselbeslissing krijgen die overeenkomstig artikel 23 van het decreet gegeven wordt.

Onderafdeling 2. — Erkenning van de geïntensifieerde culturele actie

Art. 9. § 1. Het cultureel centrum dat de erkenning van een geïntensifieerde culturele actie bedoeld in artikel 28 van het decreet aanvraagt, is ertoe gehouden bij de erkenningsaanvraag van zijn algemene culturele actie, naast de elementen vereist in artikel 8, het volgende te voegen :

1° de beschrijving van de geïntensifieerde culturele actie die het cultureel centrum wil voeren in het project van culturele actie bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet, met vermelding van de wijze waarop de intensivering verwezenlijkt wordt;

2° een argumentenreeks over de opportuniteit van de intensivering van het project van culturele actie, inzonderheid de culturele ontwikkeling.

§ 2. In het geval dat verschillende culturele centra gezamenlijk de erkenning van een geïntensifieerde culturele actie aanvragen, zijn ze ertoe gehouden één onder hen aan te stellen, hierna « het culturele referentiecentrum van het project van de geïntensifieerde culturele actie », om deze in het kader van de betrekkingen met de Administratie te vertegenwoordigen.

Enkel het cultureel referentiecentrum van het project van de geïntensifieerde culturele actie is ertoe gehouden de elementen bedoeld in § 1 bij de erkenningsaanvraag van zijn algemene culturele actie te voegen. Het voegt, naast zijn aanvraag, het bewijs van zijn aanstelling door de andere culturele centra om ze te vertegenwoordigen.

Art. 10. Om ontvankelijk te zijn moet de erkenningsaanvraag van de geïntensifieerde culturele actie aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

1° simultaan aan een erkenningsaanvraag van de algemene culturele actie ingediend worden;

2° het geheel van de elementen bedoeld in artikel 9, § 1 bevatten;

3° in voorkomend geval ingediend worden door het cultureel referentiecentrum van het project van de geïntensifieerde culturele actie en het bewijs bevatten van de aanstelling ervan door de andere culturele centra.

Art. 11. Onverminderd de andere erkenningsvoorwaarden vastgesteld door het decreet wordt de opportuniteit van de intensivering geëvalueerd op basis van de volgende elementen :

1° de kwaliteit en de relevantie van de intensivering van het project van de culturele actie worden bepaald, inzonderheid inzake omvang van het project, verdieping van de deelname van de bevolkingsgroepen, verankering, partnerschappen met culturele operatoren of uitstraling van de culturele actie over een projectgebied;

2° het maximaal aantal erkenningen voor de betrokken geografische zone, berekend overeenkomstig artikel 27 van het decreet, is niet bereikt;

3° de coherentie tussen de middelen, inzonderheid menselijke, en de nagestreefde doeleinden.

Onderafdeling 3. — Erkenning van de gespecialiseerde culturele actie

Art. 12. Het cultureel centrum dat de erkenning van één of meer gespecialiseerde culturele acties bedoeld in artikel 30 van het decreet aanvraagt, is ertoe gehouden bij de erkenningsaanvraag van zijn algemene culturele actie, naast de elementen vereist in artikel 8, het volgende te voegen :

1° de beschrijving van de gespecialiseerde culturele actie(s) die het wil voeren in het project van culturele actie bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet, met vermelding van ten minste :

a) de wijze waarop de specialisatie verwezenlijkt wordt;

b) de algemene en operationele doelstellingen betreffende deze gespecialiseerde culturele acties;

c) de meerwaarde gebracht aan het project van culturele actie;

d) de verhouding tussen de gespecialiseerde culturele acties en de algemene culturele actie;

e) de relaties en de samenwerkingsbanden die overwogen of ontwikkeld worden met de sectorale operatoren.

2° de argumentenreeks over de opportuniteit van de specialisatie van het project van culturele actie bedoeld in artikel 30, 7°, van het decreet.

Art. 13. De erkenning van de gespecialiseerde culturele actie(s) mag niet toegekend worden onafhankelijk van de erkenning van de algemene culturele actie van het cultureel centrum.

Art. 14. Om ontvankelijk te zijn moet de erkenningsaanvraag van de gespecialiseerde culturele actie(s) aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

1° simultaan aan een erkenningsaanvraag van de algemene culturele actie ingediend worden;

2° het geheel van de elementen bedoeld in artikel 12 bevatten.

Art. 15. Onverminderd de andere erkenningsvoorwaarden vastgesteld door het decreet is de opportuniteit van de specialisatie geëvalueerd :

1° wat betreft de coherentie met de algemene culturele actie, op advies van de Commissie voor de culturele centra;

2° wat betreft de adequatie met de algemene beginselen van het betrokken sectorale beleid, op advies van de bevoegde sectorale adviesinstantie.

Onderafdeling 4. — Erkenning van de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten

Art. 16. Het cultureel centrum dat de erkenning van een gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten bedoeld in artikel 32 van het decreet aanvraagt, is ertoe gehouden bij de erkenningsaanvraag van de algemene culturele actie, naast de elementen vereist in artikel 8, het volgende te voegen :

1° de beschrijving van de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten dat het centrum wil voeren in het kader van het project van de culturele actie bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet, met vermelding van de wijze waarop de specialisatie verwezenlijkt wordt;

2° de argumentenreeks over de opportuniteit van de specialisatie in de verspreiding van de podiumkunsten, inzonderheid de culturele ontwikkeling.

Art. 17. De erkenning van de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten mag niet toegekend worden onafhankelijk van de erkenning van de algemene culturele actie van het cultureel centrum.

Art. 18. Om ontvankelijk te zijn moet de erkenningsaanvraag van de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

- 1° simultaan aan een erkenningsaanvraag van de algemene culturele actie ingediend worden;
- 2° het geheel van de elementen bedoeld in artikel 16 bevatten.

Art. 19. § 1. Onverminderd de andere erkenningsvoorwaarden vastgesteld door het decreet is de opportuniteit van de specialisatie in de verspreiding van de podiumkunsten op basis van de volgende elementen geëvalueerd :

- 1° de kwaliteit en de relevantie van de specialisatie in de verspreiding van de podiumkunsten van het project van culturele actie worden vastgesteld inzonderheid in termen van territoriale verdeling en netwerking;
- 2° het programma voor de verspreiding bedoeld in artikel 32, § 1, 5°, van het decreet integreert ten minste 40 voorstellingen per seizoen;

3° het cultureel centrum beschikt ten minste over een hoofdzaal voor spektakels in eigen beheer die aan de volgende kenmerken beantwoordt :

- a) de dimensies van het plateau zijn te minste 8 meter open, 5 meter diep en 4 meter hoog;
- b) de capaciteit van de zaal heeft ten minste 150 zitplaatsen;

4° het personeel bestemd voor de disciplines van de podiumkunsten is ten minste samengesteld uit één voltijds equivalent belast met de programmering en één voltijds equivalent belast met de professionele technische begeleiding.

§ 2. In afwijking hiervan kan de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten van het cultureel centrum die niet aan één van de voorschriften bedoeld in § 1, eerste lid, 2° en 3° beantwoordt, toch erkend worden in functie van de volgende cumulatieve voorwaarden :

1° het verschil met de voorgeschreven capaciteit, de dimensies of het volume van de voorstellingen is niet duidelijk;

2° uit het dossier van de aanvraag van het cultureel centrum blijkt dat dit verschil de kwaliteit van de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, niet zal beïnvloeden.

Onderafdeling 5. — Behandeling van de aanvragen

Art. 20. § 1. De Administratie onderzoekt de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvragen en, in voorkomend geval, verzoekt het cultureel centrum zijn dossier in te vullen of nader te bepalen binnen de termijn bedoeld in artikel 33, § 1, derde lid, van het decreet.

§ 2. De Administratie beslist over de ontvankelijkheid van de aanvraag en deelt haar beslissing mee aan het cultureel centrum binnen de termijn bedoeld in artikel 33, § 1, tweede lid, van het decreet per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

§ 3. Indien de aanvraag ontvankelijk is, vermeldt de mededeling bedoeld in § 2 de persoonlijke gegevens van de inspecteur die belast is met het opstellen van een verslag over de toekenning van de erkenning.

Bij ontvangst van de mededeling informeert het cultureel centrum de inspecteur bedoeld in het eerste lid over de data en plaatsen van zijn openbare activiteiten en geeft hem een afschrift van alle documenten, oproepingsbrieven en notulen van de zittingen van de algemene vergadering, de raad van bestuur en de oriëntatieraad, alsook de publicaties gericht aan de leden en de bevolking.

Art. 21. De Administratie legt voor advies de ontvankelijke aanvragen voor aan de instanties bedoeld in artikel 33, § 2, van het decreet.

Na de adviezen van de instanties bedoeld in het eerste lid, uitgebracht overeenkomstig de artikelen 34 tot 37 van het decreet, bezorgt de Administratie het volledige dossier aan de Minister, samen met een ontwerp van beslissing.

De Minister bezorgt zijn beslissing aan de Administratie die ze meedeelt aan het cultureel centrum binnen de termijn bedoeld in artikel 38, tweede lid, van het decreet, per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

Afdeling 3. — Proefperiode

Art. 22. De beslissing waarbij een proefperiode opgelegd wordt, vermeldt ten minste :

- 1° de duur van de proefperiode van één jaar en de mogelijkheid om deze één enkele keer te hernieuwen;
- 2° de verplichtingen die het cultureel centrum moet naleven tijdens de proefperiode;
- 3° het overzicht van de voorwaarden die niet nageleefd worden om een niet meer dan een erkenning te bekomen;
- 4° het bedrag van de toegekende specifieke hulpverlening.

Art. 23. Na de proefperiode onderzoekt de Administratie de naleving van de voorwaarden voor de erkenning en vraagt het advies van de Commissie voor de culturele centra.

Na advies van de Commissie voor de culturele centra, uitgebracht binnen een termijn van zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag om advies, bezorgt de Administratie het volledige dossier aan de Minister, samen met een ontwerp van beslissing.

Indien, na de proefperiode, het cultureel centrum het geheel van de voorwaarden voor de erkenning naleeft, sluiten de betrokken partijen een programma-overeenkomst af voor de overblijvende duur van de periode van vijf jaar bedoeld in artikel 39 van het decreet, na aftrek van de afgelopen proefperiode.

Afdeling 4. — Hernieuwing van de erkenning

Art. 24. Het cultureel centrum dat de hernieuwing van zijn erkenning aanvraagt, is ertoe gehouden, binnen de termijn bedoeld in artikel 44 van het decreet en volgens de vormen voorgeschreven door de Minister die bekendgemaakt worden op de website van de Administratie, een dossier met de aanvraag in te dienen overeenkomstig de artikelen 7 tot 19 van dit besluit.

Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om hernieuwing bovendien het algemeen verslag van zelfevaluatie bedoeld in artikel 81 van het decreet omvatten.

Art. 25. De aanvraag om hernieuwing wordt behandeld overeenkomstig de artikelen 20 tot 23, met inbegrip van de mogelijkheid om een proefperiode op te leggen.

Afdeling 5. — Intrekking van de erkenning

Art. 26. § 1. Indien het cultureel centrum de bepalingen van het decreet of van dit besluit niet naleeft, maant de Administratie het cultureel centrum aan om de nodige maatregelen te nemen om deze toestand te verhelpen.

De aanmaning vermeldt ten minste :

1° het overzicht van de vastgestelde gebreken;

2° de termijn bedoeld in artikel 47, tweede lid, van het decreet, waarin het cultureel centrum de vastgestelde gebreken moet verhelpen;

3° de sanctie voorzien in artikel 47, vijfde en zesde lid, van het decreet in het geval dat de vastgestelde gebreken binnen de termijn niet verholpen kunnen worden.

§ 2. Indien de Minister beslist volledig of gedeeltelijk de toekenning van één of meer subsidies te schorsen, vermeldt de aanmaning bedoeld in § 1, tweede lid, deze schorsing.

Art. 27. § 1. Indien, na de termijn bedoeld in artikel 47, tweede lid, van het decreet, gebreken blijven bestaan, vraagt de Administratie het advies van de Commissie voor de culturele centra met toepassing van artikel 47, derde lid, van het decreet en informeert onverwijld het betrokken cultureel centrum hierover dat kan vragen om door de commissie verhoord te worden.

§ 2. Na advies van de Commissie voor de culturele centra, uitgebracht binnen de termijn bedoeld in artikel 47, vierde lid, van het decreet, bezorgt de Administratie het volledige dossier aan de Minister, samen met haar advies, het verslag van de inspectie en een ontwerp van beslissing.

De Minister bezorgt zijn beslissing aan de Administratie die ze meedeelt aan het cultureel centrum binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en de datum van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

Art. 28. Onverminderd de toepassing van de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003, heeft de intrekking van de erkenning uitwerking met ingang van de eerste dag van de zevende maand volgend op de mededeling van de beslissing van de Minister door de Administratie.

Afdeling 6. — Interne administratieve beroepen

Art. 29. De bepalingen van deze afdeling zijn van toepassing op de beroepen bedoeld in de artikelen 23, § 5, 43 en 48 van het decreet.

Art. 30. § 1. Bij een negatieve beslissing beschikt het cultureel centrum over een termijn van dertig dagen na de mededeling van de beslissing per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en de datum van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender om een beroep bij de Administratie in te dienen.

Om ontvankelijk te zijn moet het beroep aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

1° binnen de termijn bedoeld in het eerste lid ingediend worden;

2° volgens de vormen voorgeschreven door de Minister en bepaald bij de mededeling van de beslissing ingediend worden;

3° de argumenten aangehaald door het cultureel centrum tegen de beslissing bevatten.

§ 2. De Administratie beslist over de ontvankelijkheid van het beroep en deelt haar beslissing aan het cultureel centrum mee.

Binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van het beroep bezorgt de Administratie de ontvankelijke beroepen aan de Commissie voor de culturele centra, samen met haar advies en het verslag van de Inspectie.

§ 3. De Commissie voor de culturele centra formuleert haar advies, binnen een termijn van zestig dagen na de ontvangst van het advies van de Administratie.

Indien het cultureel centrum in zijn beroep daarom uitdrukkelijk verzoekt, wordt het verhoord door de Commissie voor de culturele centra om zijn argumenten uiteen te zetten.

§ 4. Na advies van de Commissie voor de culturele centra bezorgt de Administratie het volledige dossier aan de Minister, samen met een ontwerp van beslissing.

De Minister bezorgt zijn beslissing aan de Administratie die ze aan het cultureel centrum meedeelt binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing, per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

HOOFDSTUK 5. — *Facultatief voorafgaand advies*

Art. 31. Ter informatie kan het cultureel centrum waarvan de algemene culturele actie erkend wordt, aan de Commissie voor de culturele centra een voorafgaand advies vragen over de opportuniteit om een samenwerkingsproject uit te werken of om een geïntensifieerde culturele actie, een gespecialiseerde culturele actie of een gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten te ontwikkelen met het oog op de mogelijke latere indiening, bij de hernieuwing, van een erkenningsaanvraag ter aanvulling van de algemene culturele actie.

Daartoe dient het cultureel centrum een aanvraag om advies in, in de vormen en termijnen voorgeschreven door de Administratie en bekendgemaakt op zijn website.

De Commissie voor de culturele centra brengt haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen na de bezorging van de aanvraag door de Administratie.

Het advies dat uitgebracht wordt overeenkomstig dit artikel, is indicatief en loopt niet vooruit op het einde van de erkenningsprocedure die daarna eventueel ingediend zou worden.

HOOFDSTUK 6. — *Subsidiëring**Afdeling 1. — Geïntensifieerde culturele actie*

Art. 32. Het bedrag van de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 68 van het decreet wordt bepaald in functie van de bevolking gevestigd op het gebied van het project waarop de geïntensifieerde culturele actie zich uitbreidt.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt dit bedrag als volgt berekend :

- 1° beneden de 50 000 inwoners wordt de bijkomende subsidie tot hoogstens 150.000 euro beperkt;
- 2° tussen 50 000 en 100 000 inwoners wordt de bijkomende subsidie tot hoogstens 300.000 euro beperkt;
- 3° boven de 100 000 inwoners wordt de bijkomende bijdrage tot hoogstens 400.000 euro beperkt.

Afdeling 2. — Gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten

Art. 33. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt het bedrag van de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 70 van het decreet als volgt bepaald :

1° indien het cultureel centrum de minimale voorschriften bedoeld in artikel 19, § 1, naleeft zonder trouwens de voorschriften bedoeld in deze paragraaf onder 2° na te leven, wordt de bijkomende subsidie tot hoogstens 150.000 euro beperkt;

2° de bijkomende subsidie wordt tot hoogstens 275.000 euro beperkt indien het cultureel centrum, zonder trouwens de voorschriften bedoeld in 3° te bereiken, de hierna vermelde minimale voorschriften naleeft :

- a) het programma voor de verspreiding integreert ten minste 70 voorstellingen per seizoen;
- b) de dimensies van het plateau van de hoofdzaal zijn ten minste 10 meter open, 6 meter diep en 4 meter hoog;
- c) de hoofdzaal heeft een capaciteit van ten minste 250 zitplaatsen;
- d) het personeel toegewezen aan de disciplines van de podiumkunsten bestaat uit ten minste 1,5 voltijds equivalent belast met de programmering en 1,5 voltijds equivalent belast met de professionele technische begeleiding;

3° de bijkomende subsidie is beperkt tot hoogstens 400.000 euro indien het cultureel centrum de hierna vermelde voorschriften naleeft :

- a) het verspreidingsprogramma integreert ten minste 100 voorstellingen per seizoen;
- b) de dimensies van het plateau van de hoofdzaal zijn ten minste 12 meter open, 8 meter diep en 6 meter hoog;
- c) de hoofdzaal heeft een capaciteit van ten minste 350 zitplaatsen;
- d) het cultureel centrum beschikt over een zaal van spektakel in eigen beheer;
- e) het personeel toegewezen aan de disciplines van de podiumkunsten bestaat ten minste uit twee voltijdse equivalenten belast met de programmering en uit twee voltijdse equivalenten belast met de professionele technische begeleiding.

§ 2. In afwijking hiervan kan het cultureel centrum dat één van de voorschriften bedoeld in 1, 2°, a) tot c), of 3°, a) tot c) niet naleeft, toch in aanmerking komen voor het maximaal bedrag van de overeenstemmende bijkomende subsidie met inachtneming van de volgende cumulatieve voorwaarden :

- 1° het verschil met de voorgeschreven capaciteit, de dimensies of het volume van de voorstelling is niet significant;
- 2° uit het dossier van de aanvraag van het cultureel centrum blijkt dat dit verschil de kwaliteit van de gespecialiseerde culturele actie voor de verspreiding van de podiumkunsten niet zal beïnvloeden.

Afdeling 3. — Subsidies voor uitzonderlijke culturele acties

Art. 34. Het cultureel centrum dat een tegemoetkoming in de uitgaven veroorzaakt door de uitzonderlijke culturele acties bedoeld in artikel 59, tweede lid, van het decreet aanvraagt, dient zijn aanvraag in bij de Administratie in de vormen en termijnen die ze voorschrijft en bekendmaakt op zijn website.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

- 1° een beschrijving van het project waarbij bepaald wordt :
 - a) de context waarin het project past;
 - b) de doelstellingen nagestreefd door het project, alsook de strategieën en methodologie die uitgevoerd worden om ze te verwezenlijken;
 - c) de concrete acties die ontwikkeld zullen worden in het kader van het project;
 - d) de identificatie van de doelpublieken;
 - e) de plaats van het project in het project van de culturele actie en de meerwaarde toegebracht ten opzichte van deze;
 - f) ingeval van partnerschap, de beschrijving van de respectieve rollen en inbrengen van de verschillende partners;
- 2° de algemene kalender van het project;

3° een gedetailleerde begroting, met de vooruitzichten van de uitgaven en ontvangsten, met inbegrip van de mogelijke bijkomende overheidsfinancieringen en de inbrengen in coproductie.

Art. 35. De opportuniteit van de tegemoetkoming wordt geëvalueerd op basis van de volgende cumulatieve elementen :

1° de kwaliteit en de relevantie van het project ten opzichte van de het project van de culturele actie van het cultureel centrum worden vastgesteld;

2° de voorkeur wordt gegeven aan de projecten :

- a) die in het bijzonder ten doel hebben de ongelijkheden in de uitoefening van het recht op cultuur te verminderen;
- b) die ontwikkeld worden in partnerschap met de culturele, socioculturele of sociale verenigingen van de betrokken gebieden of met andere culturele centra;

3° het globaal budgettaire evenwicht van het project wordt verzekerd inzonderheid door de aanwezigheid van andere bronnen van financiering dan de tegemoetkoming bedoeld in artikel 59, tweede lid, van het decreet.

Afdeling 4. — Buitengewone subsidies voor uitrusting of inrichting

Art. 36. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten worden de buitengewone subsidies voor uitrusting of inrichting bedoeld in artikel 61, eerste lid, van het decreet onder de volgende voorwaarden toegekend :

1° de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap wordt beperkt tot 60 % van het gecumuleerd bedrag van de uitgaven gedekt door de subsidie;

2° eenzelfde cultureel centrum kan slechts één enkele tegemoetkoming per kalenderjaar aanvragen.

Voor de toepassing van de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt geen rekening gehouden met de subsidie voor eerste oprichting die eventueel toegekend wordt overeenkomstig artikel 61, derde lid, van het decreet.

Art. 37. Het cultureel centrum dient de aanvraag om subsidie in bij de Administratie in de vormen en termijnen die ze voorschrijft en bekendmaakt op zijn website site internet.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

- 1° een beschrijving van het aangevraagde materiaal;
- 2° een argumentenreeks waarbij het belang voor het cultureel centrum om over het aangevraagde materiaal te beschikken, gedetailleerd wordt;
- 3° budgettaire vooruitzichten van het aangevraagde materiaal, gebaseerd op ten minsten drie onveranderlijke bestekken.

Art. 38. Het bedrag van de subsidie voor eerste oprichting bedoeld in artikel 61, derde lid, van het decreet wordt op 10.000 euro per cultureel centrum vastgesteld.

Deze subsidie heeft als doel bij te dragen in de kosten voor de oprichting, de inrichting en de eerste inrichting van het cultureel centrum.

De subsidie kan niet toegekend worden aan een cultureel centrum dat erkend werd overeenkomstig het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra.

Afdeling 5. — Uitbetaling van de subsidies

Art. 39. De jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 57 van het decreet wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf die 85 % van het bedrag van de subsidie vertegenwoordigt, wordt uitbetaald in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar;

2° het saldo wordt uitbetaald na ontvangst, analyse en goedkeuring van de bewijsstukken bedoeld in artikel 62 van het decreet.

Art. 40. De andere subsidies bedoeld in dit hoofdstuk worden uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf die ten hoogstens 85 % van het bedrag van de subsidie vertegenwoordigt, wordt uitbetaald binnen de 30 dagen van de mededeling van het besluit van de subsidie aan de rechthebbende;

2° het saldo wordt uitbetaald na ontvangst, analyse en goedkeuring van de bewijsstukken bepaald in de beslissing van toekenning.

Afdeling 6. — Bijdrage van de geassocieerde overheidsbesturen

Art. 41. De globale bijdrage van de geassocieerde overheidsbesturen die in aanmerking kan genomen wordt, wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van deze afdeling, na aftrek van de kosten gefactureerd door deze besturen aan het cultureel centrum.

Art. 42. § 1. De financiële bijdrage bedoeld in artikel 72, § 2, van het decreet bevat :

1° de subsidies die rechtstreeks toegekend worden door het (de) geassocieerd(e) overheidsbestuur(en) aan het cultureel centrum en die ingeschreven worden in de programma-overeenkomst;

2° de tenlasteneming door het (de) geassocieerd(e) overheidsbestuur(en) van de structurele en herhaalde uitgaven ten gunste van het cultureel centrum.

§ 2. Kunnen afgerekend worden als uitgaven bedoeld in § 1, eerste lid, 2°, op voorwaarde dat ze in de programma-overeenkomst ingeschreven zijn en dat ze controleerbaar zijn :

1° de kosten van de leningen, huurgelden betaald aan een derde eigenaar, de afschrijvingen van de uitrusting, de onderhoudskosten die wettelijk ten laste vallen van de huurder en de kosten voor de energievoorziening van het gebouw dat ter beschikking gesteld wordt van het cultureel centrum, naar rata van de ruimte en de duur van het gebruik van deze laatste;

2° de loonkosten van het personeel dat ter beschikking wordt gesteld van het cultureel centrum, naar rata van de werktijd die effectief ter beschikking wordt gesteld en op voorlegging van een overeenkomst die voorziet in een delegatie van de overheid naar de directie van het cultureel centrum;

3° de kosten van de gewone leveringen die nuttig of noodzakelijk zijn voor de activiteiten van het cultureel centrum, met inbegrip van de kosten van papierfabricage, drukkerij en reprografie, de post- en boodschapskosten, alsook de werkelijke kosten van brandstof;

4° de overeenkomsten van de prestaties van diensten betreffende de gewone uitgaven die nuttig of noodzakelijk zijn voor de activiteiten van het cultureel centrum, met inbegrip van de prestaties van de preventieadviseur, van erkende instellingen voor de controle op de gelijkvorming, de arbeidsgeneeskunde en het sociaal secretariaat, de leasingovereenkomsten van het voertuig of het materieel, alsook de verzekeringsovereenkomsten die wettelijk ten laste vallen van de huurder of die gebonden zijn aan de activiteit van het cultureel centrum.

De uitgaven bedoeld in het eerste lid die deel uitmaken van de globale overeenkomsten afgesloten door het geassocieerde overheidsbestuur, worden afgerekend naar rata van het gedeelte dat werkelijk en uitsluitend toegewezen wordt aan het cultureel centrum.

Art. 43. De bijdrage in de vorm van diensten bedoeld in artikel 72, § 1, van het decreet bevat de hulp en de diensten die rechtstreeks verleend worden door het (de) geassocieerde overheidsbestuur(en) ten gunste van het cultureel centrum.

Kunnen gewaardeerd worden als hulp en diensten bedoeld in het eerste lid, op voorwaarde dat ze in de programma-overeenkomst ingeschreven zijn :

1° de diensten verleend door het werklieden- en bestuurspersoneel van het geassocieerde overheidsbestuur, op basis van het uurloon van de verschillende ambten en voor zover een trekkingsrecht van een minimum aantal uren per jaar bepaald zou worden, alsook een jaarlijkse gequantiseerde inventaris van de toegekende diensten;

2° de terbeschikkingstelling van het rollend materieel behorend tot het geassocieerde overheidsbestuur, met of zonder chauffeur;

3° de prestaties van het hulppersoneel, op voorwaarde dat een gewaarborgd kapitaal uren in de programma-overeenkomst ingeschreven wordt.

HOOFDSTUK 7. — *Overeenkomst tussen overheden*

Art. 44. De Minister bepaalt het type programma-overeenkomst bedoeld in artikel 79 van het decreet.

HOOFDSTUK 8. — *Waarnemer van de Regering*

Art. 45. § 1. De beslissing van de Minister om de waarnemer bedoeld in artikel 91 van het decreet aan te stellen, bevat de volgende elementen :

1° de beschrijving van de opdracht toevertrouwd aan de waarneming;

2° de duur van de opdracht;

3° de frequentie volgens dewelke de waarnemer verslag brengt aan de Minister voor de uitoefening van zijn mandaat.

De beslissing bedoeld in het eerste lid wordt aan het cultureel centrum meegedeeld.

§ 2. De natuurlijke persoon die door de Minister benoemd wordt tot waarnemer, ondertekent een handvest « Handvest van de waarnemer » genoemd, waarvan het model bepaald wordt door de Minister. Dit handvest bepaalt de verbintenissen die de waarnemer naleeft in het kader van de uitoefening van zijn mandaat binnen het cultureel centrum waarvan de culturele actie erkend wordt, inzonderheid :

1° actief zijn in alle omstandigheden op een coherente manier ten opzichten van de openbare doelstellingen;

2° actief zorgen voor de belangen van het cultureel centrum en van de Franse Gemeenschap;

3° de Minister en de Administratie informeren over elke relevante informatie gebonden aan de toevertrouwde opdracht, en over elke daad gesteld ter uitvoering van de opdracht.

De benoeming van de waarnemer heeft slechts uitwerking met ingang van de datum van de ondertekening van het handvest door hem.

§ 3. Overeenkomstig artikel 91 van het decreet bezorgt het cultureel centrum waar de waarnemer zijn opdracht uitoefent, de uitnodigingen op elke vergadering van de raad van bestuur en de algemene vergadering tijdens de periode gedekt door de opdracht.

De waarnemer die door de Minister wordt aangesteld, is niet stemgerechtigd wanneer hij de vergaderingen van de beheersorganen van de vereniging zonder winstoogmerk bijwoont.

Het cultureel centrum waar de waarnemer zijn opdracht uitoefent, geeft hem toegang tot de stukken en documenten die nuttig zijn voor de uitoefening van zijn opdracht.

§ 4. Wanneer de waarnemer geen lid is van een ministerieel kabinet van een minister van de Regering van de Franse Gemeenschap, noch een vastbenoemd of contractueel personeelslid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap is, wordt hem een bezoldiging toegekend die de vorm neemt van een presentiegeld alsook vergoedingen voor de vervoerkosten.

Het presentiegeld bedoeld in het eerste lid bedraagt 50 euro voor een halve dag werk.

De vergoeding voor de vervoerkosten bedoeld in het eerste lid beoogt de verplaatsingen tussen de woonplaats van de waarnemer en de plaats van de vergadering of de plaats van de vervulling van elke taak die nuttig is om de opdracht beschreven in de beslissing bedoeld in § 1 ten goede te brengen. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Het maximum bedrag van de vergoeding stemt overeen met een treinticket van eerste klasse.

HOOFDSTUK 9. — *Directie van het cultureel centrum*

Art. 46. § 1. Het ambtsprofiel van directeur bedoeld in artikel 92, § 2, van het decreet bevat ten minste de informatie betreffende :

- 1° de criteria van de ontvankelijkheid van de kandidaturen waaronder inzonderheid :
 - a) de vereiste diploma's;
 - b) de vereiste beroepservaring;
- 2° de inhoud van het ambt, waaronder inzonderheid :
 - a) de opdrachten van het cultureel centrum en zijn culturele acties erkend overeenkomstig het decreet;
 - b) de doelstellingen, taken en verantwoordelijkheden gebonden aan het ambt;
 - c) de vereiste technische vaardigheden;
 - d) de vereiste gedragsvaardigheden;
- 3° de selectieprocedure;
- 4° de arbeidsvoorwaarden, waaronder inzonderheid :
 - a) de plaats en het werkrooster;
 - b) de voorwaarden voor de behandeling en voordelen gebonden aan het ambt.

§ 2. Het ambtsprofiel van directeur moet op een gepaste manier bekendgemaakt worden, langs aangepaste verspreidingskanalen gezien inzonderheid het gebied gedekt door het cultureel centrum en zijn volume van activiteiten.

In alle gevallen bevatten de verspreidingskanalen ten minste een bekendmaking op het website van de Administratie.

HOOFDSTUK 10. — *Samenwerking tussen de culturele centra en de representatieve organisaties**Afdeling 1. — Samenwerking tussen de culturele centra*

Art. 47. Het cultureel centrum met het oog op de samenwerking in de zin van artikel 54 van het decreet dient bij de Administratie een aanvraag om erkenning in van het samenwerkingsproject in de vormen en termijnen bepaald door de Minister en bekendgemaakt op de website van de Administratie.

Art. 48. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om erkenning aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

- 1° binnen de voorgeschreven vormen en termijnen ingediend worden;
- 2° het geheel van de elementen vereist in artikel 56 van het decreet bevatten;
- 3° ingediend worden door het cultureel centrum met het oog op de samenwerking in de zin van artikel 54 van het decreet en het bewijs bevatten van de aanstelling van dit door de andere culturele centra.

Art. 49. De subsidie bedoeld in artikel 71 van het decreet wordt toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en bestaat uit :

- 1° een vast jaarlijks bedrag dat 15.000 euro niet mag overschrijden;
 - 2° een variabel bijkomend jaarlijks bedrag dat 15.000 euro per cultureel partnercentrum niet mag overschrijden.
- Ze wordt uitbetaald aan het cultureel centrum met het oog op de samenwerking overeenkomstig artikel 40.

Art. 50. De procedure voor de behandeling van de aanvragen om erkenning van een samenwerkingsproject wordt bepaald als volgt :

- 1° indien de aanvraag ingediend wordt simultaan aan de aanvraag om erkenning van de algemene culturele actie, wordt ze behandeld overeenkomstig de artikelen 20 en 21;
- 2° indien de aanvraag ingediend wordt tijdens de erkenning, wordt ze behandeld overeenkomstig de artikelen 51 en 52.

Art. 51. § 1. De Administratie onderzoekt de ontvankelijkheid van de aanvragen en, in voorkomend geval, verzoekt het cultureel centrum met het oog op de samenwerking zijn aanvraagdossier in te vullen of nader te bepalen binnen de termijn die ze vaststelt.

Bij gebrek aan een antwoord binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, of indien het dossier van de aanvraag onvolledig blijkt, wordt de aanvraag om erkenning van rechtswege onontvankelijk.

§ 2. De Administratie beslist over ontvankelijkheid van de aanvraag en deelt haar beslissing mee aan het cultureel centrum per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

Art. 52. Indien de aanvraag ontvankelijk is, bezorgt de Administratie deze, samen met het advies van de Inspectie, aan de Commissie voor de culturele centra en, in voorkomend geval, aan de bevoegde sectorale instantie.

Na adviezen van de instanties bedoeld in het eerste lid, uitgebracht binnen een termijn van 60 dagen na de ontvangst van het advies van de Administratie, wordt het volledige dossier bezorgd door de Administratie aan de Minister, samen met een ontwerp van beslissing.

De Minister bezorgt zijn beslissing aan de Administratie die ze meedeelt aan de aanvrager binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

Art. 53. De voorwaarden voor de erkenning van het samenwerkingsproject worden in de programma-overeenkomst geïntegreerd van het cultureel centrum met het oog op de samenwerking, ofwel op het ogenblik van het afsluiten ervan, ofwel bij een aanhangsel.

De duur van de erkenning van het samenwerkingsproject mag in geen enkel geval langer zijn dan de duur van de erkenning van de algemene culturele actie van het cultureel centrum met het oog op de samenwerking.

Afdeling 2. — Representatieve organisaties

Art. 54. De aanvraag om erkenning van de federatieve actie bedoeld in artikel 100 van het decreet wordt ingediend door de representatieve organisatie bij de Administratie in de vormen en termijnen bepaald door de Minister en bekendgemaakt op de website van de Administratie.

Art. 55. Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om erkenning aan de volgende cumulatieve voorwaarden beantwoorden :

1° in de voorgeschreven vormen en termijnen ingediend worden;

2° het geheel van de elementen vereist in artikel 100, § 1, tweede lid van het decreet bevatten.

Art. 56. § 1. De Administratie onderzoekt de ontvankelijkheid van de aanvragen en, in voorkomend geval, verzoekt de representatieve organisatie haar aanvraagdossier in te vullen of nader te bepalen binnen de termijn die ze vaststelt

Bij gebrek aan een antwoord binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, of indien het dossier van de aanvraag onvolledig blijkt, wordt de aanvraag om erkenning van rechtswege onontvankelijk.

§ 2. De Administratie beslist over ontvankelijkheid van de aanvraag en deelt haar beslissing mee aan het cultureel centrum per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

Art. 57. Indien de aanvraag ontvankelijk is, bezorgt de Administratie deze, samen met het advies van de Inspectie, aan de Commissie voor de culturele centra.

Na adviezen van de Commissie voor de culturele centra, uitgebracht binnen een termijn van 60 dagen na de ontvangst van het advies van de Administratie, wordt het volledige dossier bezorgd door de Administratie aan de Minister, samen met een ontwerp van beslissing.

De Minister bezorgt zijn beslissing aan de Administratie die ze meedeelt aan de aanvrager binnen de dertig dagen na de ontvangst van de beslissing per aangetekende brief of langs elektronische weg waarbij de verzending en het ogenblik van de verzending bewezen kunnen worden, alsook de identiteit van de verzender.

Art. 58. § 1. De jaarlijkse subsidie bedoeld in artikel 98 van het decreet wordt uitbetaald als volgt :

1° een eerste schijf die 85 % van het bedrag van de subsidie vertegenwoordigt, wordt uitbetaald in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar;

2° het saldo wordt uitbetaald na ontvangst, analyse en goedkeuring van de bewijsstukken bepaald in 2.

§ 2. Hoogstens op 31 juli volgend op het afsluiten van het afgelopen boekjaar, bezorgt de representatieve organisatie waarvan de federatieve actie erkend wordt, het volgende aan de Administratie :

1° een jaarlijks verslag dat het gebruik van de gestorte fondsen verantwoordt en dat uit de volgende stukken bestaat :

a) het activiteitenverslag van het afgelopen boekjaar;

b) de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar, vastgesteld overeenkomstig het genormaliseerde rekeningstelsel dat beschikbaar is op de website van de Administratie, alsook de bijgehouden tabel van de afschrijvingen;

c) het beheersverslag dat de jaarrekeningen verklaart of, in voorkomend geval, het verslag van de bedrijfsrevisor, de boekhoudkundige deskundige of de commissaris der rekeningen;

2° een jaarlijks programma dat het volgende bevat :

a) het programma van de activiteiten van het lopende boekjaar;

b) de bijgehouden begroting van het lopende boekjaar.

Art. 59. § 1. De representatieve organisatie die de hernieuwing van haar erkenning aanvraagt, is ertoe gehouden, binnen de vormen en termijnen voorgeschreven door de Minister en bekendgemaakt op de website van de Administratie, een aanvraagdossier in te dienen in overeenstemming met artikel 55.

Om ontvankelijk te zijn moet de aanvraag om hernieuwing bovendien een algemeen verslag van zelfevaluatie bevatten dat de resultaten en gevolgen van de federatieve actie analyseert voor de afgelopen periode van de erkenning.

§ 2. De aanvraag om hernieuwing wordt behandeld overeenkomstig de artikelen 56 en 57.

Afdeling 3. — Intrekking van de erkenning

Art. 60. Indien het cultureel centrum met het oog op de samenwerking of de representatieve organisatie de bepalingen van het decreet of dit besluit niet naleven, of indien hun financiële beheer nagekeken ernstige gebreken aantoon, kan de Minister de intrekking van de erkenning opleggen.

De nadere regels bepaald in de artikelen 26 tot 28 zijn van toepassing op deze afdeling, met inbegrip van de mogelijkheid om de toekenning van subsidies te schorsen.

Afdeling 4. — Interne administratieve beroepen

Art. 61. Bij een weigering of een intrekking van de erkenning beschikken het cultureel centrum met het oog op de samenwerking of de representatieve organisatie over een termijn van dertig dagen na de mededeling van de beslissing om een beroep bij de Administratie in te dienen.

De nadere regels bepaald in artikel 30 zijn van toepassing op deze afdeling.

HOOFDSTUK 11. — *Slotbepalingen*

Art. 62. De Minister bevoegd voor de culturele centra, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 63. Artikel 3, vierde lid, treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering.

Brussel, 24 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29514]

**27 NOVEMBRE 2013. — Arrêté ministériel
portant reconnaissance de l'opérateur d'appui pour la Province de Hainaut**

La Ministre de la Culture,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 1986 portant reconnaissance de Bibliothèques centrales et son arrêté modificatif du 16 décembre 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques;

Vu l'avis du Service général de l'Inspection pour la Culture, rendu le 14 décembre 2012;

Vu l'avis du Conseil des Bibliothèques publiques rendu le 23 janvier 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 novembre 2013;

Considérant la demande introduite par la Province de Hainaut le 25 septembre 2012;

Considérant la recevabilité du dossier notifiée le 9 octobre 2012;

Considérant que l'opérateur organisé par la Province de Hainaut remplit les conditions pour pouvoir être reconnu en qualité d'opérateur d'appui de catégorie 2;

Considérant que cet opérateur a comme territoire de compétence la Province de Hainaut dont le nombre d'habitants est supérieur à 1 000 000,

Arrête :

Article 1^{er}. L'opérateur organisé par la Province de Hainaut est reconnu en qualité d'opérateur d'appui de catégorie 2.

Art. 2. L'article 1^{er}, premier tiret, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 juin 1986 portant reconnaissance de Bibliothèques centrales et son arrêté modificatif du 16 décembre 1998 sont abrogés.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2013.

Bruxelles, le 27 novembre 2013.

Mme F. LAANAN